



NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/Sub.2/NGO/32
13 janvier 1964
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES
MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA
PROTECTION DES MINORITES
Seizième session
Point 5 de l'ordre du jour

PROJET DE DECLARATION ET PROJET DE CONVENTION SUR L'ELIMINATION
DE TOUTES LES FORMES D'INTOLERANCE RELIGIEUSE

Exposé présenté par le Congrès juif mondial, organisation non gouvernementale
dotée du statut consultatif de la catégorie B

Le Secrétaire général a reçu l'exposé ci-après, dont il communique le texte aux membres de la Sous-Commission conformément aux paragraphes 28 et 29 de la résolution 288 B (X) du Conseil économique et social.

Reçu le 13 janvier 1964

1. En 1962, l'Assemblée générale, se déclarant "profondément inquiète des manifestations de discrimination fondée sur les distinctions de race, de couleur ou de religion existant encore à travers le monde", a prié le Conseil économique et social d'inviter la Commission des droits de l'homme à préparer, entre autres, "un projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse et de soumettre ce projet à l'Assemblée, pour examen, lors de sa dix-huitième session", c'est-à-dire en 1963.
2. Malheureusement, aucun projet de déclaration de ce genre n'a été soumis à l'Assemblée générale, pour examen, en 1963. A sa dix-neuvième session (1963), la Commission des droits de l'homme n'a pas été en mesure de satisfaire à la demande de l'Assemblée, ni même de terminer son examen du projet de principes sur la liberté et la non-discrimination "en matière de religion et de pratiques religieuses" présenté par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités. La Commission a, toutefois, adopté une résolution (E/CN.4/L.678) par laquelle elle décidait "de donner la priorité, à sa vingtième

session, à l'élaboration d'un projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse". En outre, elle demandait à la Sous-Commission "d'élaborer et de présenter à la vingtième session de la Commission un avant-projet de déclaration".

3. Le Congrès juif mondial se permet d'appeler l'attention sur le fait qu'il s'écoulera nécessairement deux années au moins entre le moment où l'Assemblée générale a adopté sa résolution et celui où elle recevra un projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse qui lui permette de prendre des mesures considérant les débats qui se sont déroulés à l'Assemblée générale au cours de ces dernières années et qui ont permis de constater que les adeptes de différentes religions continuent de faire l'objet de mesures discriminatoires et d'une intolérance systématique dans un certain nombre de pays à travers le monde, le Congrès juif mondial adresse à la Sous-Commission un appel pressant pour qu'elle fasse en sorte que soit élaboré à sa seizième session l'avant-projet demandé par la Commission des droits de l'homme. Il se rend parfaitement compte qu'en raison de la durée relativement courte prévue pour cette session et du nombre de questions inscrites à son ordre du jour, il lui sera nécessaire de prendre des dispositions spéciales pour que cela soit possible. Mais en raison de la gravité des problèmes en cause, et des interdits dont continuent de souffrir les adeptes de certaines religions, le Congrès prend la liberté d'affirmer qu'un effort spécial est justifié.

4. Dans cet ordre d'idées, le Congrès désire appeler l'attention sur deux problèmes qui, d'après l'expérience passée, réclament une attention particulière lors de la rédaction de tout texte d'un projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse.

5. Le premier de ces problèmes fait l'objet des dispositions suivantes [deuxième partie, par. 4 a) et b)] du projet de principes présenté par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (E/CN.4/Sub.2/200/Rev.1, p. 77) :

- "a) Les adeptes d'une religion ou conviction ne doivent pas être empêchés d'acquiescer ou de produire tous articles et objets nécessaires à l'accomplissement ou à l'observance des rites ou pratiques prescrits, y compris les pratiques diététiques.

- b) Lorsque les moyens de production et de distribution sont sous le contrôle du gouvernement, celui-ci doit mettre ces articles ou objets, ou les moyens de les produire, à la disposition des adeptes de la religion ou conviction intéressée."

6. Le problème auquel ces principes ont trait devient de plus en plus grave, à mesure qu'augmentent les pouvoirs de l'Etat en matière économique et sociale. Nous nous permettons d'affirmer respectueusement que l'observation de ces principes est essentielle si l'on veut assurer une liberté religieuse réelle, et que le refus de les appliquer est une forme d'intolérance religieuse active qui ne peut qu'avoir pour effet de compromettre gravement la survivance des religions intéressées.

7. Le deuxième problème qui préoccupe gravement les adeptes de certaines des grandes religions historiques est le fait que certains Etats ne les autorisent pas à bénéficier des moyens propres à leur permettre de maintenir leur structure et leur caractère internationaux. Il convient de relever que, dans ces religions, l'unité de tous les croyants dans l'accomplissement de leur mission spirituelle fait partie de la substance même de leur foi. Ils sont privés d'un élément indispensable de leur liberté religieuse si, à la suite de mesures administratives et légales restreignant leur liberté de mouvement et leur droit d'association, ils sont éparpillés en un certain nombre de groupes délimités par les décisions de l'Etat, et non par leur doctrine.

8. Par exemple, toutes les églises chrétiennes où qu'elles se trouvent, reposent sur le principe que l'église elle-même se définit par sa doctrine et qu'elle a sa place dans le développement spirituel de l'humanité. Les efforts déployés récemment pour promouvoir l'unité des églises séparées démontrent clairement à quel point cette doctrine est profondément enracinée, et combien grand est le désir de lui donner une forme concrète et organique.

9. Pareillement, dans la religion judaïque, le concept de la Maison d'Israël, qui n'est pas seulement le dépositaire d'une foi datant de temps immémorial et maintenue d'un commun effort pendant des siècles, mais aussi une communauté que la conscience de ses objectifs et de sa mission spéciale a soutenue à travers toutes les vicissitudes de son histoire, est d'une importance fondamentale pour toute interprétation du judaïsme.

/...

10. A notre avis, l'une des gloires de toutes les grandes religions historiques, c'est qu'elles transcendent les frontières nationales et contribuent, chacune à sa façon, au développement d'une communauté internationale, avec toutes les perspectives que cette idée implique pour les croyants aussi bien que les incroyants. Nous insistons donc pour que, dans tout projet de déclaration, la liberté de mouvement des idées aussi bien que des personnes par-delà les frontières nationales et le droit de réunion et d'association, à l'échelle internationale, soient formellement réaffirmés.
